



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

PAC

Question au Gouvernement n° 1336

Texte de la question

## CRISE DE LA FILIÈRE LAITIÈRE

M. le président. La parole est à M. Germinal Peiro, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Germinal Peiro. Monsieur le ministre de l'agriculture et de la pêche, depuis des mois les éleveurs laitiers subissent une crise sans précédent. Et depuis des mois, vous fuyez votre responsabilité. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Les trois causes principales de cette crise sont connues : la fin programmée des quotas laitiers, l'interdiction de donner des orientations nationales de prix du lait, le pouvoir donné à la grande distribution.

Contrairement à ce que vous affirmez, votre responsabilité dans cette affaire est totale.

C'est sous votre majorité, en 2003, qu'a été fixé l'objectif de suppression des quotas laitiers. (*" Eh oui ! " sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Michel Havard. C'est faux !

M. Germinal Peiro. C'est sous la présidence de l'Union européenne par le Président Sarkozy que la décision définitive de supprimer les quotas a été prise en novembre dernier. (*" Eh oui ! " sur les bancs du groupe SRC.*)

Les choses sont claires : les socialistes ont mis en place les quotas laitiers car ils croient à la régulation ; vous, vous les supprimez. (*" Eh oui ! " sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean-Pierre Soisson. Ce que vous dites est malhonnête !

M. le président. Monsieur Soisson, allons !

M. Germinal Peiro. C'est votre gouvernement qui a interdit à l'interprofession de fixer une orientation nationale sur le prix du lait.

C'est encore votre gouvernement qui a accru le pouvoir de la grande distribution pour faire baisser les prix des produits agricoles.

M. Lucien Degauchy. C'est faux !

M. le président. Monsieur Degauchy, calmez-vous !

M. Germinal Peiro. Cet exemple du lait illustre parfaitement la politique que vous menez en France et en Europe : celle du libéralisme sans contrôle, la loi du tout marché, la loi du plus fort, la loi de la jungle.

Monsieur le ministre, cette crise signe votre bilan.

M. Michel Herbillon. Ce n'est pas une question, c'est de la caricature !

M. Germinal Peiro. Ma question est double. Plutôt que de faire campagne en Île-de-France, allez-vous assumer vos fonctions de ministre de l'agriculture ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Quelles mesures d'urgence allez-vous mettre en oeuvre pour sortir la production laitière de la crise dans laquelle vous l'avez plongée ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Michel Barnier, ministre de l'agriculture et de la pêche.

M. Michel Barnier, *ministre de l'agriculture et de la pêche*. Monsieur le député, même si nous sommes à quelques jours d'une élection qui suscite, dans votre camp, une certaine fébrilité (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP*), ...

M. Christian Paul. C'est vous qui êtes candidat, pas M. Peiro !

M. Michel Barnier, *ministre de l'agriculture*. ...vous ne pouvez pas dire n'importe quoi.

Puisque vous évoquez les quotas laitiers, laissez-moi vous rappeler - et je parle sous le contrôle d'un de vos collègues, Jean Glavany -, comme je l'ai fait la semaine dernière et comme je le répéterai aussi souvent que vous m'interrogez,...

M. Albert Facon. Vous ne serez bientôt plus là !

M. Michel Barnier, *ministre de l'agriculture*. Pour l'instant, je suis là, et bien là !

C'est en 1999, malgré la position du gouvernement dont faisait partie Jean Glavany (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC*) que la première décision de suppression des quotas laitiers a été prise. ("*Eh oui !*" *sur les bancs du groupe UMP.*) Le gouvernement de l'époque n'a pas su convaincre ses partenaires de ne pas prendre cette décision.

M. Germinal Peiro. Vous étiez contre !

M. Michel Barnier, *ministre de l'agriculture*. Ne vous énervez pas, monsieur Peiro, nous avons tout le temps ! Heureusement, Hervé Gaymard, en 2003, a pu obtenir le report de cette suppression à 2014-2015. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Contrairement à ce que vous prétendez, monsieur Peiro, nous avons maintenu tous les outils de régulation et d'intervention pendant la présidence française de l'Union européenne. La preuve : nous les utilisons tous en ce moment. S'ils avaient été supprimés, nous ne pourrions pas nous en servir aujourd'hui. Alors, ne dites pas n'importe quoi ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Il en est un notamment sur lequel votre parti est en train de prendre position pour qu'il soit supprimé : le soutien aux exportations. Je vous recommande, y compris à la veille des élections européennes, d'être un peu plus logique avec vous-même et de ne pas raconter sur les estrades le contraire de ce que vous dites ici ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Christian Paul. Zéro !

## Données clés

**Auteur :** [M. Germinal Peiro](#)

**Circonscription :** Dordogne (4<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1336

**Rubrique :** Élevage

**Ministère interrogé :** Agriculture et pêche

**Ministère attributaire :** Agriculture et pêche

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 27 mai 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 mai 2009